

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 26/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVALDEM 11

ZA LANNOLIER
1075 BD FRANCOIS XAVIER FAFEUR
11000 Carcassonne

Références : UID11/66-C3-2024-224
Code AIOT : 0018200034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement COVALDEM 11 - PLATEFORME BOIS implanté lieu dit « Dominique » 11170 Alzonne. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVALDEM 11
- PLATEFORME BOIS implanté lieu dit « Dominique » 11170 Alzonne
- Code AIOT : 0018200034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de valorisation de déchets de bois.

Installation procédant à la sortie du statut de déchet de broyats d'emballage en bois pour un usage comme combustible de type biomasse dans une installation de combustion.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	contrat de vente	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.d	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Voie "engins"	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > II.	Sans objet
2	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
3	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 1.2.1.	Sans objet
4	classées	Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en règle avec les prescriptions contrôlées en lien avec le risque incendie. Il devra fournir à l'inspection des installations classées la nouvelle convention signée pour les lots sortants de broyats d'emballages en bois.

Lors de l'inspection, l'exploitant a signalé qu'une réorganisation des stocks est prévue courant 2024 afin de prendre notamment en compte l'analyse FLUMILOG réalisée récemment et la modification de son processus de fabrication des plaquettes (arrêt du mélange avec des plaquettes forestières). Il a prévu de transmettre un dossier de porter à connaissance à l'inspection des installations classées d'ici fin d'année qui détaille cette nouvelle organisation et qui justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie "engins"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Voie "engins"
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour :- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :- la largeur utile est au minimum de 3 mètres [...] ;- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;- aucun obstacle n'est disposé entre la voie "engins" et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les accès par la plateforme de compostage de Audeval et par le pont bascule étaient maintenus dégagés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. [...]
Constats : L'exploitant a récemment installé 2 RIA sur son installation, positionnés de part et d'autre des stockages de bois. Ces RIA sont raccordés au réseau d'eau potable et la vanne principale d'arrivée d'eau est maintenue ouverte. L'exploitant a indiqué qu'il enterrerait prochainement les conduites reliant la vanne principale aux 2 RIA. Suite à la visite du SDIS en octobre 2023, l'exploitant a modifié les accès à la réserve d'eau partagée avec Audeval afin que le SDIS puisse facilement brancher et faire passer leurs tuyaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir le rapport de contrôle des débits des RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 1.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, installations concernées
Prescription contrôlée : Numéro : 2414-1 Observations : 3 040 m ³
Constats : Il a été constaté un important stock de plaquettes de bois de plus de 3 m de haut et un stock moyen de déchets de bois non broyés. L'exploitant a évalué le volume total de déchets de bois à 1 200 m ³ . L'exploitant a indiqué qu'il continuait à recevoir du bois traité (classe B).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2019, article 7.6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : En application de l'arrêté préfectoral n°2014-0143-0006 du 3 juin 2014, le COVALDEM s'engage à effectuer le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sur une profondeur de 50 m autour des infrastructures et de 10 m autour des voies Nord et Ouest, qui desservent le site. [...] Ces eaux ne pourront être rejetées dans le milieu naturel qu'à condition de respecter les concentrations fixées à l'article 4.3.12 du présent arrêté. Dans le cas contraire, elles seront traitées conformément au titre 5 du présent arrêté. [...]
Constats : Les abords de l'installation sont débroussaillés sur une profondeur d'environ 50 m autour des infrastructures. Lors de l'inspection, le bassin de rétention était presque vide. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas été plein depuis longtemps.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : contrat de vente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.d
Thème(s) : Autre, contrat de vente
Prescription contrôlée : L'exploitant a conclu un contrat de vente pour les lots sortants de broyats d'emballages en bois.
Constats : L'exploitant a déclaré que le contrat avec la SEMBE avait pris fin. Une nouvelle convention a été signé avec la société ABS située à Saint-Paul-de-Jarrat en Ariège.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la nouvelle convention à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois